



"Nous allons assister à la fin du malthusianisme"

"Les mutuelles devraient plutôt rembourser les soins que payer des taxes !"



Le monde d'après, selon Charles Gave - 29/12/2011 | 11:17 - 1134 mots

# Zone euro : "nous vivons une tentative de coup d'Etat larvé"

A 69 ans, Charles Gave a créé plusieurs sociétés financières dont la dernière, GaveKal, basée à Hong Kong. Il s'est fait connaître du grand public en publiant "Des lions menés par des ânes" ou "L'Etat est mort, vive l'Etat".



**Vous avez été un des premiers à prédire les difficultés de l'euro. Vous trouvez-vous aujourd'hui conforté ?**

Depuis la création de l'euro, je n'ai cessé de dire qu'il s'agissait d'un système bancal qui ne peut fonctionner puisqu'il n'existe pas de mécanisme d'ajustement des différences de productivité des pays membres. Autrefois, ces différences étaient réglées par des dévaluations ponctuelles devenues impossibles. Ce qui ne peut s'ajuster a vocation à exploser. Aux États-Unis, il existe aussi des différences de productivité entre États, mais il y a une volonté de vivre ensemble, ce qui, pour Ernest Renan, constituait une nation, qui conduit à accepter que l'on taxe les plus productifs pour payer les moins productifs. Cette volonté n'existe

pas en Europe, qui est une civilisation et non un pays. L'euro est donc une tentative, faite par une classe politique de créer une nation européenne. La crise, pense-t-elle, forcera la création d'un État fédéral, de transferts entre les pays et d'un ministère des Finances. C'est une espèce de coup d'État larvé contre les souverainetés qui est en train d'échouer. Car, comme l'a montré le cas de l'Union soviétique, la technocratie, cela ne marche pas. C'est la liberté qui marche.

**Vous évoquez une « tentative de coup d'État ». Pourquoi cette tentative : par volonté de puissance ou parce que, sincèrement, ces politiques pensent que l'Europe est une solution ?**

Depuis soixante ans, coexistent deux idées européennes. La première, celle de De Gasperi, Adenauer, Pie XII et Robert Schumann, voulait recréer l'Europe catholique des XIIe et XIIIe siècles, et voyait dans l'Europe un espace de liberté basé sur le principe de la subsidiarité. En cas de problème entre deux entités, on en appelle à l'échelon supérieur et on crée des instances d'arbitrage. La seconde est celle de Jean Monet et des technocrates français qui ont décidé de créer un État pour faire renaître l'Empire romain afin de s'opposer aux Américains et d'empêcher la domination allemande. Cette vision l'a emporté. Évidemment, la volonté d'augmenter leur pouvoir personnel existe aussi. Ces technocrates pensent que leur rôle est d'assurer le bonheur des peuples malgré eux. Ils ne croient pas à la liberté individuelle. Il suffit d'observer les institutions européennes : il n'y a pas de séparation des pouvoirs.

**Pourquoi la classe politique française ne s'est guère opposée à cette dérive ?**

Depuis la présidence Giscard, la France est gouvernée par une classe administrative qui, de droite comme de gauche, est représentative de cette idée technocratique. Les référendums sur Maastricht ou sur la Constitution européenne ont montré que le peuple n'acceptait pas cette dérive. Mais il l'admettait. À présent, les gens se rendent compte que cela ruine le pays. La prochaine étape sera donc de se débarrasser de cette classe administrative. Mais j'ignore comment.

**La voie fédéraliste ne peut-elle pas l'emporter ?**

C'est ce qui s'est passé jusqu'à présent. Tout le monde s'est mis au garde-à-vous au dernier sommet de Bruxelles, mais le diable est dans les détails. Plusieurs pays, comme le Royaume-Uni, l'Espagne, la République tchèque, ne semblent pas prêts à accepter les abandons significatifs de leur souveraineté.

## **La convergence franco-allemande ne vise-t-elle pas à contourner ces difficultés ?**

Elle signifie d'accepter des hauts fonctionnaires allemands à Bercy qui ordonnent ce que l'on peut dépenser ou pas. La France a un tiers de fonctionnaires de plus que l'Allemagne pour 100 habitants. Le fonctionnaire ne produit rien pour l'exportation. Le défaut de compétitivité française par rapport aux Allemands est donc lié au poids de l'État. Comme la France semble incapable de dégraisser son État, il faudra, en cas de convergence, que les ordres viennent de Berlin. Je viens d'une famille qui a quitté l'Alsace en 1870 pour rester français et je ne perçois pas l'avantage pour la France de devenir un protectorat allemand. Et l'opinion ne l'acceptera pas.

## **Mais la France pourrait ainsi retrouver sa compétitivité...**

C'est déjà ce que disait le maréchal Pétain, non ?

## **Nombre d'économistes mettent en garde sur les conséquences de la fin de l'euro. Qu'en pensez-vous ?**

Je ne suis pas très inquiet. Ceux qui vous expliquaient que l'euro allait rendre les femmes plus belles et les oiseaux plus chantants, comme Alain Minc et Jacques Attali, nous expliquent à présent que, si l'on quitte l'euro, ce sera le désastre absolu. Ils se sont trompés. Ils n'ont rien vu, rien compris. Pourquoi leur donner de la crédibilité sur l'après-euro ? C'est comme demander au général Gamelin [chef des forces françaises en 1940, Ndlr] de diriger le débarquement en Normandie. Concrètement : le système bancaire européen est en faillite, le taux de chômage, Allemagne exceptée, est historiquement élevé, la moitié des États européens n'ont plus accès aux marchés financiers dans des conditions normales, la Bourse de Paris n'a pas cessé de reculer depuis la création de l'euro. En 2000, le niveau du CAC était deux fois plus élevé qu'aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que l'euro conduit à une mauvaise allocation des capitaux et fait passer l'argent de ceux qui le gagnent à ceux qui ne le gagnent pas. Ceci conduit toujours à un marché vendeur qui, d'ordinaire, ne dure pas plus d'un an et demi. Mais ce marché vendeur dure en Europe depuis dix ans parce que le secteur public, la BCE et les politiques dépensent l'argent du futur pour maintenir une unité qui ne tient pas la route. Le désastre n'est-il pas suffisant pour que l'on passe à autre chose ?

## **Comment jugez-vous le quinquennat de Nicolas Sarkozy ?**

Pour faire des réformes, il faut faire comme Madame Thatcher : être un gouvernement de conviction et pas de consensus. Nicolas Sarkozy a suivi une politique schizophrène : il tenait un discours de réformes et il a essayé de séduire ses ennemis naturels. Comme disait Pompidou : si vous essayez de gouverner avec vos opposants, vous allez perdre vos partisans. Ces cinq ans ont été un échec total, à part la réforme de l'université. Les impôts ont augmenté, les déficits et le poids de l'État aussi. Il n'y a pas eu de réformes.

## On ne peut pas réformer la France ?

Les classes politiques grecques ou espagnoles ne voulaient pas non plus faire des réformes. Et puis, quand il n'y a plus eu d'argent et qu'on n'a plus voulu leur en prêter, ils ont été dans l'obligation de se réformer. C'est ce qui se passera en France. Parce que nous ne sommes pas face à une crise économique, mais bien face à une crise d'un État devenu obèse. L'État chinois réalise 30 % du PIB du pays. En France, c'est 55 %. Il faut que notre mur de Berlin tombe, l'État doit sortir des domaines où il n'a rien à faire. Sinon, c'est le FMI qui le fera pour nous. D'après mes calculs, le système français atteindra ses limites en 2013 ou 2014.

Lire aussi...

"Une bande organisée de spéculateurs cherche à faire tomber les pays de la zone euro"

Crise de la zone euro : la théorie du complot américain

Propos recueillis par Romaric Godin et Robert Jules - 29/12/2011, 11:17 | 



Euro : et si les Allemands jouaient plus fin qu'on ne ...



Hausse des droits d'inscription à ...



2012... en douze questions



"Les universités françaises ne veulent pas ...